

# **Socialisme Équatorien et Barbarie**

## *Le peuple shuar dans une situation d'urgence en Équateur*

William Sacher, 18 décembre 2016.

**Au cours des dernières semaines, face aux expropriations dont ils sont victimes, des indigènes de la nationalité shuar ont pris d'assaut un campement minier dans le sud de l'Équateur. Leur révolte et surtout la réponse du gouvernement équatorien révèle combien en Amazonie et dans bien d'autres régions du pays, la "Révolution Citoyenne" de Rafael Correa est en fait un projet de modernisation et de conquête au service de la barbarie du capital transnational.**

*"Les entreprises chinoises n'ont pas acheté des projets miniers, elles ont acheté des Pro-Blè-Mes"  
Domingo Ankuash, leader shuar de la Cordillère du Condor*<sup>1</sup>

"Nous savons que nous allons mourir quoiqu'il arrive. Autant mourir les armes à la main et non à genoux". C'est ce que me confessait il y a quelques mois un ami équatorien shuar, avec ces mots évoquant un peu l'esprit de la rébellion zapatiste. Au cours des dernières semaines, les shuar ont mis en pratique cette maxime en assiégeant par les armes le campement minier des multinationales chinoises Tongling et CRCC, situé sur le territoire de la communauté de Nankintz, dans la Cordillère du Condor, province de Morona-Santiago. Ces deux entreprises d'État sont à la tête des deux plus importants mégaprojets miniers en Équateur. Depuis leur arrivée en 2010, elles sont occupées à développer les premières grandes mines de cuivre à ciel ouvert du petit pays andin. Elles ont pu à ce titre compter sur le soutien inconditionnel du gouvernement de la - mal nommée, quoique - "Révolution Citoyenne" de Rafael Correa.

Le samedi 17 décembre dernier, le gouvernement équatorien décidait de laver cet "affront à l'État de droit"<sup>2</sup> en diligentant un dispositif militaire surdimensionné, formé de milliers de soldats et policiers et d'équipements militaires lourds. Par décret, le président Rafael Correa déclarait également "l'État d'Exception" dans toute la province amazonienne de Morona-Santiago, correspondant à une série de mesure permettant l'instauration provisoire d'un pouvoir autoritaire et policier<sup>3</sup>. On pourra toujours invoquer des arguties à propos de la propriété foncière effectivement enregistrée, tergiverser sur la complexité du mouvement autochtone ou les allégeances volatiles de ses autorités politiques locales, ou encore sur les aspirations équivoques des shuar à la modernité, le résumé de la situation est somme toute relativement simple. Dans cette affaire, Correa et son gouvernement mettent tout l'appareil d'État équatorien - un État auto-proclamé socialiste et révolutionnaire -, au service de capitaux miniers transnationaux pour déposséder les indiens shuar de leurs territoires. Et comme l'a bien résumé mon ami - dont les circonstances m'obligent à taire le nom -, pour les shuar, perdre leur territoire c'est mourir.

Rafael Correa a, dans un sens, fait mieux que les gouvernements néolibéraux qui le précèdent. Durant la "longue nuit néolibérale", comme il l'a qualifiée au cours de son non moins long règne, les sociétés transnationales du secteur extractif ne jouissaient pas du soutien dont elles bénéficient aujourd'hui, celui d'un appareil institutionnel solidifié et disposé à faciliter leurs avancées sur les territoires autochtones et paysans de l'Altiplano, des forêts humides des versants Andins ou encore de la forêt amazonienne. Le soutien moral du gouvernement à l'activité minière, pour sa part, n'était pas relayé par un arsenal médiatique gouvernemental entièrement acquis aux objectifs d'accumulation brutale du capital extractif transnational.

---

1 "Las empresas chinas no se han comprado proyectos mineros, se han comprado Pro-Ble-Mas"

2 César Navas, ministro coordinador de Seguridad, rueda de Prensa, 14 de diciembre de 2016, <https://www.youtube.com/watch?v=Vxx6ajTde5A>, consulté le 15 décembre 2016.

3 Voir par exemple la description des prérogatives dans ce contexte développée par Castro, Felipe et Mario Melo, "Análisis jurídico del estado de excepción en la provincia de Morona Santiago en relación a los enfrentamientos entre miembros del Pueblo Shuar y la Policía Nacional", avocats spécialisés dans le droit environnemental, <https://mariomelo.wordpress.com/2016/12/18/analisis-juridico-del-estado-de-excepcion-en-la-provincia-de-morona-santiago-en-relacion-a-los-enfrentamientos-entre-miembros-del-pueblo-shuar-y-la-policia-nacional/>, consulté le 18 décembre 2016.

Quant au soutien militaire, là où auparavant les multinationales devaient assurer elles-mêmes la protection des sites miniers en s'offrant au prix fort les services de mercenaires, elles peuvent à présent compter sur la réactivité et la disponibilité du contingent équatorien.

### *Gigantisme minier en Amazonie équatorienne : une catastrophe annoncée*

La Cordillère du Condor, ce sont les derniers versants des Andes du sud de l'Équateur, avant de plonger à l'est dans la forêt amazonienne. C'est une zone d'une très grande biodiversité, un *hotspot*, pour utilisé un terme de la biologie<sup>4</sup>. Les eaux qui se forment sur les reliefs de la Cordillère du Condor se jettent dans la rivière Santiago, puis Marañon avant de rejoindre le fleuve Amazone. Le peuple shuar, une ethnie composée de 80.000 représentants, habite depuis des siècles ce territoire du sud-est de l'Équateur qui marque la frontière entre l'Équateur et le Pérou.

Pour ce qui est du projet de mine de cuivre à ciel ouvert de Panantza-San Carlos, contre lequel les shuar résistent aujourd'hui, les sociétés chinoises prévoient le traitement journalier d'au moins 90.000 tonnes de roches, lequel signifierait la pollution d'au moins 30 millions de litres d'eau par jour. Au terme des deux décennies d'exploitation prévues par les multinationales chinoises, on s'attend à l'accumulation de plusieurs centaines de millions de tonnes de déchets dans de gigantesques parcs à résidus. Pour l'éternité, ces derniers menaceront de catastrophe écologique et humaine toute cette partie du haut bassin versant de l'Amazonie. Il suffit de regarder les conséquences des récentes ruptures de digues de parcs à résidus miniers dans la province canadienne de Colombie-Britannique ou encore dans l'État de Minas Geiras au Brésil pour rapidement se convaincre du danger que représentent les déchets miniers dans un contexte aussi difficile que la Cordillère du Condor (forte sismicité, pluies abondantes, ces phénomènes étant par ailleurs très mal documentés)<sup>5</sup>.

Les perspectives sont plus qu'inquiétantes pour les communautés exposées à la violence de l'exploitation minière à grande échelle. La tendance du modèle minier actuel est au *gigantisme*. Les proportions atteintes vont au-delà des capacités de représentation de l'être humain. Il faut des photos satellites pour se faire une idée de ce qu'est aujourd'hui une grande exploitation minière industrielle. Mais Rafael Correa justifie son productivisme en arguant que ceux qui résistent au projet de faire de l'Équateur un pays minier "hypothèquent le futur de nos enfants et celui du pays"<sup>6</sup>. Puis, le gouvernement équatorien se fait le ventriloque du capital minier transnational en diffusant à tout va sa pitoyable sémantique corporative : les grandes sociétés minières seraient aujourd'hui en mesure de mettre en œuvre l'improbable "exploitation minière responsable et soutenable"... Ben voyons. On connaît bien pourtant les impacts systématiques et souvent catastrophiques de l'exploitation minière à grande échelle. Une documentation abondante circule de part le monde sur ses effets dévastateurs sur les populations, les groupes minoritaires ou dominés comme les autochtones et les femmes, les économies locales, la démocratie, et bien sûr les écosystèmes<sup>7</sup>. Qui est le vrai

---

4 Sacher, William, Michelle Báez A., Manuel Bayón, Fred Larreátegui F., Melissa Moreano, "Entretelones de la Megaminería en el Ecuador. Informe de visita de campo en la zona del megaproyecto minero Mirador, parroquia Tundayme, cantón El Pangui, provincia de Zamora-Chinchipec, Ecuador", ISIP/Acción Ecológica, juillet 2016.

5 Voir les reportages photographiques et vidéos édifiant suivants : Juliana Jiménez Jaramillo, "A disaster prompted by economic activity", *Slate*, 3 décembre 2015, [http://www.slate.com/articles/news\\_and\\_politics/photography/2015/12/brazil\\_mining\\_dam\\_disaster\\_toxic\\_sludge\\_and\\_irreversible\\_environmental.html](http://www.slate.com/articles/news_and_politics/photography/2015/12/brazil_mining_dam_disaster_toxic_sludge_and_irreversible_environmental.html), consulté le 6 décembre 2015 ; "Mount Polley Mine Tailing Breach", CBC News, Colombie Britannique, 5 août 2014, <https://www.youtube.com/watch?v=VYYwzAvQIF8>, consulté le 18 décembre 2016.

6 "negando el futuro de nuestros hijos, robando el futuro del país", Enlace ciudadano número 503, Balzar, Guayas, 3 de diciembre de 2016.

7 On se réfèrera, par exemple, aux publications suivantes issues de revues et livres universitaires, rapports d'agences d'État ou parlementaires qui établissent le degré élevé d'impact sur l'eau, les sols, l'air, la faune, la flore, la biodiversité et les écosystèmes en général, la santé publique, les cultures, les impacts psychologiques, économiques et socioéconomiques, etc. : Bridge, G. (2004), « Contested terrain: mining and the environment », *Annual Review of Environment and Resources*, 29, 205–259; Lottermoser B. G. (2010), *Mine Wastes: Characterization, Treatment and Environmental Impacts*, Third Edition, Berlin: Springer, Heidelberg, 400 pp.; Moore, J. N. y Luoma, S. N. (1990), « Hazardous Wastes From Large-Scale Metal Extraction », *Environ. Sci. Technol.*, Vol. 24, No. 9; Moran, R. (2000), « Mining environmental impacts---integrating an economic perspective », Centro de Investigacion y Planificacion del Medio Ambiente – CIPMA, Chile; Hudson-Edwards, K. A., H. E. Jamieson y B. G. Lottermoser (2011), « Mine wastes: past, present, future », *Elements* 7: 375-380; UNEP (2001), « Tailing Dams Risks of Dangerous Occurrences », CIGB, ICOLD, Bulletin 121; Plumlee G. S. y S. A. Morman. (2011), « Mine wastes and human health », *Elements*, 7: 399-404; Bebbington, A. et al., (2008), « Contention and Ambiguity: Mining and the Possibilities of Development », *Development and Change*, 39 (6) 887-914; Özkaynak, B. et al. (2012), « Mining Conflicts around the World: Common Grounds from Report », EJOLT, Environmental Justice Perspective, No. 7.

hypothécaire de l'environnement et de la santé des futures générations équatoriennes et amazoniennes ?

*Le gouvernement équatorien au service de "l'accumulation primitive" du capital transnational*

Au gigantisme des installations minières correspondent des processus extensifs d'occupation, voire de "nettoyage" préalables des territoires. Il importe pour les sociétés minières de s'assurer, le plus tôt possible dans le cycle de développement de la mine, un contrôle total - si ce n'est totalitaire - sur les territoires concernés. C'est ce qui est en cours avec l'accaparement massif des territoires shuar dans la Cordillère du Condor. L'État, ses institutions et ses lois, et l'instrumentalisation qu'en fait le gouvernement de Rafael Correa confèrent aux nombreux projets miniers leurs légitimités, tandis qu'il rend possible la marginalisation - voire l'élimination physique - des populations qui s'y opposent (en 2014, un opposant historique à la présence minière, José Tendentza, a été assassiné dans des conditions que la justice équatorienne ne s'est jamais donnée les moyens d'élucider).

La résistance qu'opposent aujourd'hui les populations shuar de l'Équateur à la présence et aux activités des sociétés minières chinoises est donc tout simplement une résistance à la dépossession de leur territoire, par conséquent à leur mort sociale et culturelle et donc physique. L'ampleur des processus de dépossession de communautés paysannes et indigènes à l'oeuvre aujourd'hui en Équateur et dans le reste de l'Amérique Latine sont sans précédents. Ils sont dictés par les exigences du capital transnational, minier bien sûr, mais aussi de l'agrobusiness, de l'énergie et des hydrocarbures, etc. Ces dépossessions sont opérées avec la même violence dans les pays latinoaméricains dirigés par la gauche "révolutionnaire" que ceux gouvernés par la droite néolibérale, ce qui a amené la sociologue argentine Maristella Svampa a parler d'un consensus politique autour de la production et l'exportation de matières premières - et de ses conséquences humaines et écologiques - le "Consensus des Commodities"<sup>8</sup>.

En termes marxistes, le gouvernement de Rafael Correa soutient tout simplement le capital minier transnational (chinois, canadien, chilien, etc.) dans son processus "d'accumulation primitive"... Drôle de socialisme et drôle de révolution ! La réflexion de mon ami shuar évoque presque de façon caricaturale les génocides amérindiens. Mais si elle les évoque tant, c'est qu'il s'agit tout simplement de la poursuite de ce processus. Comme le diagnostiquait Marx, l'histoire de l'accumulation primitive "est écrite dans les annales de l'humanité en lettres de sang et de feu indélébiles"<sup>9</sup>. Le feu et le sang... c'est un bon résumé des derniers affrontements armés en cours dans la Cordillère du Condor. En vérité, le déploiement massif de troupes armées et "l'État d'exception" dans la Cordillère du Condor résume en forme de caricature tout un pan du projet politique de la "Révolution Citoyenne" de Rafael Correa : offrir au capital transnational les meilleures conditions matérielles et sociales pour conquérir des territoires jusque-là réticents à sa pleine installation. En somme la poursuite de la barbarie capitaliste en Amérique du Sud.

---

8 M. Svampa: «'Consenso de los *Commodities*' y lenguajes de valoración en América Latina», *Nueva Sociedad* No 244, 3-4/2013, disponible à l'adresse suivante : <[www.nuso.org/upload/articulos/3926\\_1.pdf](http://www.nuso.org/upload/articulos/3926_1.pdf)>.

9 Marx, Karl, 1985 [1867], *Le Capital*, Champs Flammarion, Livre I, huitième section, chapitre XXVI, p. 169.